
Action pour le climat 2025
FASKEN
Traçons l'avenir

FASKEN

Table des matières

1. Introduction 4

2. Gouvernance 5

3. Stratégie 7

4. Gestion des risques 11

5. Mesures et objectifs 13

6. Déclaration et approbation 25

7. Glossaire 26

8. Annexe 27

© 2026 Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Tous droits réservés.

L'information et les opinions figurant dans la présente publication ne sont fournies qu'à titre de renseignements généraux et ne constituent d'aucune façon des conseils professionnels d'ordre juridique ou autre. Le contenu y figurant n'est pas destiné à tenir lieu de conseils professionnels fondés sur des faits précis et ne crée d'aucune façon une relation avocat-client avec Fasken.



Bienvenue

À notre sujet

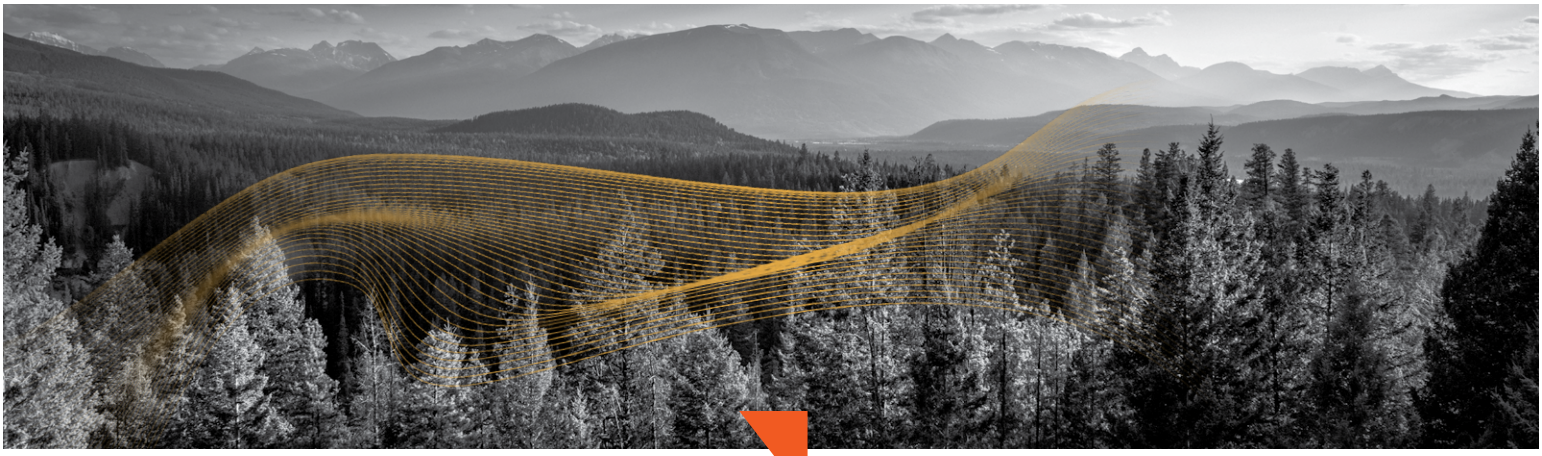
Fasken compte 2 000 membres répartis dans dix bureaux au Canada, au Royaume-Uni et en Afrique du Sud.

Notre mission :

Chez Fasken, vos affaires complexes sont le moteur de notre excellence. Ensemble, nous transformons vos défis en réussites, toujours soucieux de maintenir votre confiance.

Reconnaissance territoriale

Les Premières Nations, les Inuit et les Métis sont présents au Canada depuis des milliers d'années. Ces peuples autochtones ont et continueront d'avoir un profond attachement à ce territoire. Chez Fasken, nous sommes conscients du rôle que nous avons à jouer dans le processus évolutif de réconciliation entre les communautés autochtones et non autochtones au Canada. Notre démarche repose sur un **plan d'action** dont l'objectif global est de contribuer de façon significative à la réconciliation.



1. Introduction

J'ai le plaisir de vous présenter le plus récent rapport Action pour le climat de Fasken, qui témoigne de notre engagement continu envers la transparence et la communication d'informations utiles à la prise de décisions. Il fait suite à notre **premier rapport Action pour le climat** préparé selon les recommandations du GTIFCC. La présente édition s'aligne sur la norme IFRS S2 sur les renseignements à fournir en lien avec les changements climatiques et approfondit l'information sur les risques et les occasions liés au climat ainsi que leurs répercussions financières potentielles. Nous continuerons de faire évoluer notre approche au gré de l'évolution des pratiques de communication de l'information.

Nous sommes conscients que les changements climatiques présentent des risques et des occasions susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités, la demande de nos clients et notre résilience à long terme. Nous intégrons donc les considérations climatiques à nos processus de gouvernance, de planification stratégique et de gestion des risques, tout en mettant en œuvre des initiatives ciblées pour réduire notre empreinte environnementale et renforcer notre résilience.

Dans cette optique, le cabinet s'est engagé à atteindre :

- la carboneutralité des émissions de gaz à effet de serre (GES) des champs d'application 1 et 2 d'ici 2040 par rapport à l'année de référence 2022;
- la carboneutralité des émissions de GES générées par les biens et services achetés (champ d'application 3) d'ici 2050 par rapport à l'année de référence 2022.

Nous avons également fixé les cibles intermédiaires suivantes :

- réduire de 42 % les émissions de GES des champs d'application 1 et 2 d'ici 2030;
- réduire de 17 % les émissions de GES générées par les biens et services achetés (champ d'application 3) d'ici 2030.

Ces cibles répondent aux exigences du **Défi carboneutre** du gouvernement du Canada et témoignent de la participation de Fasken à cette initiative.

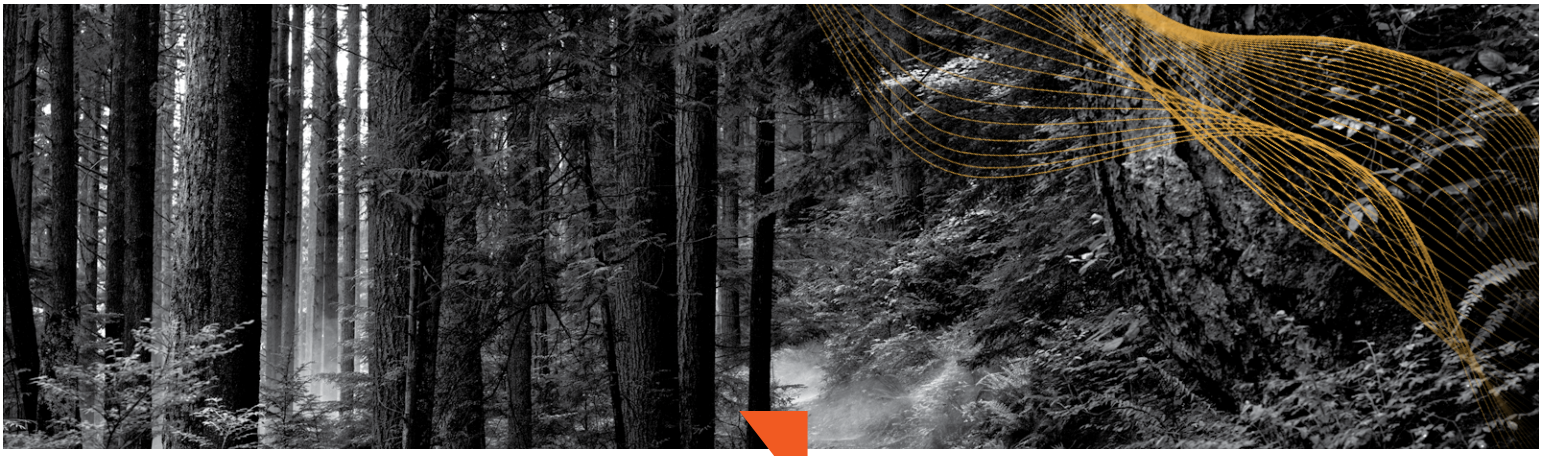
Nous aidons nos clients à composer avec un contexte climatique et ESG en constante évolution en les conseillant sur les risques et les occasions liés aux changements climatiques, notamment en matière de communication de l'information, de planification de la transition et de finance durable. Nous contribuons également à des initiatives de portée systémique en participant à l'Initiative pour des marchés durables et au Pacte mondial des Nations Unies.

Nous demeurons résolus à communiquer une information transparente et de grande qualité afin de favoriser une prise de décisions éclairées.

Merci de l'intérêt que vous portez à notre démarche pour le climat.



Chris Gray
Chef des services administratifs



2. Gouvernance

2.1 Surveillance par le Conseil des associés

Le Conseil des associés du cabinet, présidé par Marie-Josée Neveu, veille au cadre de gouvernance du cabinet, notamment en ce qui concerne les questions portant sur le climat. Certains de ses membres possèdent une expertise pertinente dans les domaines du climat et de l'énergie :

- Ron Ezekiel : avocat en droit de l'énergie et des ressources naturelles possédant une vaste expérience du secteur et président du comité de gouvernance du Conseil des associés;
- Abayomi Akinjide : avocat au sein du groupe mondial Énergie et climat dont la pratique est axée sur le droit des sociétés, le financement des sociétés et le droit commercial.

L'équipe Entreprise responsable du cabinet fait régulièrement le point sur les répercussions, les risques et les occasions liés aux changements climatiques auprès du Conseil des associés et du comité d'action pour le climat. Ensemble, ces instances supervisent l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de gestion et favorisent l'intégration des considérations climatiques à la stratégie globale, aux activités et aux processus de gestion des risques du cabinet.

2.2 Rôle de la direction

Comité d'action pour le climat

Le comité d'action pour le climat de Fasken est un comité directeur composé d'associés qui rassemble des représentants régionaux et des experts afin de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie du cabinet relative aux changements climatiques. Il veille à ce que cette stratégie tienne compte des attentes en constante évolution des parties prenantes et fournit une orientation stratégique quant aux priorités en la matière.

Ce comité est composé de cinq associés possédant une expertise pertinente :

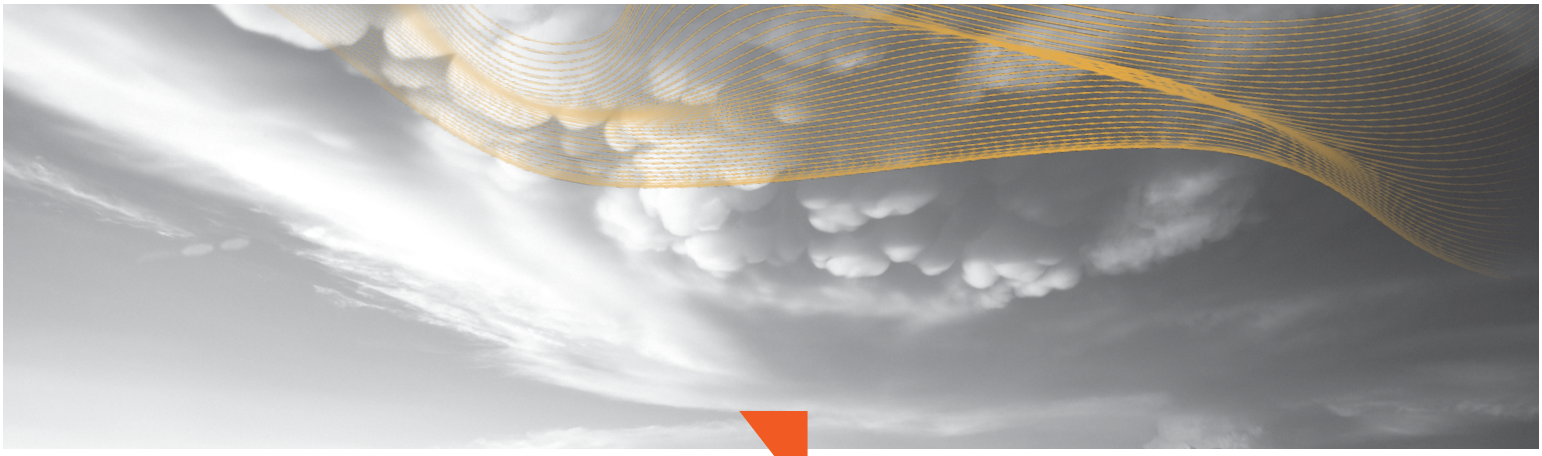
- Kimberly Potter : avocate plaidante et cocheffe du groupe de pratique Facteurs ESG et développement durable;
- Kai Alderson : avocat en droit de l'énergie et des ressources naturelles et cochef du groupe de pratique Facteurs ESG et développement durable;
- Lesley Morphet : avocate en droit de la concurrence possédant de l'expérience dans divers secteurs, notamment ceux de l'énergie, de la foresterie et de l'exploitation minière;
- Jean-Philippe Therriault : avocat au sein du groupe mondial Énergie et climat dont la pratique est axée sur le droit de l'environnement, de la construction et des marchés publics;
- Allison Sears : avocate en litiges réglementaires et membre du groupe mondial Énergie et climat dont la pratique porte principalement sur les secteurs de l'énergie et de l'environnement.

Équipe Entreprise responsable

L'équipe Entreprise responsable est chargée d'exécuter la stratégie relative aux changements climatiques du cabinet et de surveiller les répercussions, les risques et les occasions à cet égard. Elle contribue à la production de rapports internes et aux échanges avec le Conseil des associés et le comité d'action pour le climat.

Cette équipe est dirigée par **Chris Gray**, chef des services administratifs et cadre chevronné en stratégie et transformation, avec l'appui de **Sally Crane**, directrice en ESG et durabilité, qui possède une expertise dans un vaste éventail d'enjeux en matière de développement durable.





3. Stratégie

3.1 Risques et occasions liés aux changements climatiques

Fasken a recensé les risques et les occasions liés aux changements climatiques qui pourraient se présenter à court, à moyen et à long terme et qui sont pertinents pour son modèle d'affaires et sa stratégie. L'évaluation tient compte de la nature, de la probabilité et de l'ampleur potentielle de leurs répercussions, notamment de leurs incidences financières prévues sur les revenus, les coûts d'exploitation et l'accès au capital.

Risques

Le principal risque lié aux changements climatiques pour le cabinet concerne sa réputation. Les clients actuels et potentiels comme les autres parties prenantes pourraient estimer que le cabinet accuse un retard dans ses engagements ou ses mesures en matière de changements climatiques. Cette perception pourrait nuire aux relations avec les clients, aux occasions de développement des affaires et à la demande de services juridiques. Le cabinet gère ce risque en poursuivant la mise en œuvre de sa stratégie relative aux changements climatiques, en faisant preuve de transparence dans ses rapports et en maintenant un dialogue régulier avec les parties prenantes.

L'évolution et la fragmentation croissante du cadre réglementaire relatif aux changements climatiques peuvent également présenter un risque. Dans certains pays ou régions, les exigences en matière de communication de l'information ont été reportées, assouplies ou reléguées à un autre plan. Or, la réglementation, les normes de présentation de l'information et les attentes des parties prenantes en matière de changements climatiques continuent d'évoluer et nécessitent un suivi et des ajustements constants.

Les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent perturber les activités des bureaux, les déplacements des membres du cabinet ou l'accès à ses locaux, ce qui pourrait entraîner une interruption des activités, une baisse de la productivité et une hausse des coûts d'exploitation. Bien que le cabinet soit relativement résilient grâce à ses capacités de travail à distance et à ses mesures de continuité des activités, ces phénomènes pourraient néanmoins perturber ses activités et la prestation de ses services.

Ces risques et leurs répercussions financières potentielles sont résumés au tableau 1.

Tableau 1 : Principaux risques liés aux changements climatiques

Risque	Description	Facteur	Poste financier touché	Horizon temporel	Ampleur	Probabilité
Transition	Risque d'atteinte à la réputation si les clients estiment que le cabinet accuse un retard dans son action pour le climat, ce qui pourrait nuire aux relations avec les clients et au développement des affaires.	Clients	Revenus du cabinet	Court terme	Moyenne	Moyenne
Transition	L'évolution et la fragmentation croissante du cadre réglementaire relatif aux changements climatiques pourraient créer de l'incertitude quant aux futures obligations de conformité et nécessiter un suivi et des ajustements constants.	Organismes réglementaires	Dépenses d'exploitation	Moyen terme	Faible	Moyenne
Physique	Les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent perturber les activités des bureaux, les déplacements des membres du cabinet ou l'accès à ses locaux, ce qui pourrait entraîner une interruption des activités, une baisse de la productivité et une hausse des coûts d'exploitation.	Conditions météorologiques	Dépenses d'exploitation et revenus du cabinet	Moyen terme	Faible	Moyenne

Occasions

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone offre au cabinet des occasions liées aux changements climatiques qui cadrent avec sa stratégie et son modèle d'affaires. Elle pourrait notamment lui permettre d'accroître les mandats réalisés pour ses clients actuels et d'attirer de nouveaux clients. Ces occasions devraient avoir des retombées financières positives en raison d'une demande accrue de services juridiques, particulièrement dans les domaines de la finance durable, des énergies renouvelables, de la gouvernance climatique et des technologies émergentes.

Elles sont résumées au tableau 2.

Tableau 2 : Principales occasions liées aux changements climatiques

Occasion	Description	Facteur	Poste financier touché	Horizon temporel	Ampleur	Probabilité
Transition	Demande accrue de services juridiques découlant de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, particulièrement dans les domaines de la finance durable, des énergies renouvelables, des projets d'élimination du dioxyde de carbone, de la gouvernance climatique et des technologies émergentes.	Clients	Revenus du cabinet	Moyen terme	Moyenne	Moyenne

3.2 Stratégie en matière de changements climatiques

La stratégie du cabinet en matière de changements climatiques vise à gérer les risques, à saisir les occasions et à intégrer les considérations climatiques à son modèle d'affaires et à ses activités. Elle est mise en œuvre à court, à moyen et à long terme, soit les horizons au cours desquels les risques et les occasions liés aux changements climatiques pourraient avoir une incidence sur le modèle d'affaires, la stratégie et la performance financière du cabinet. Cette stratégie repose sur trois piliers :

1. **Gestion et réduction des émissions des champs d'application 1, 2 et 3**
   En mesurant ses émissions, en établissant des cibles et en mettant en œuvre des initiatives ciblées, le cabinet cherche à gérer ses émissions de GES et à favoriser la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.
2. **Sensibilisation et renforcement des capacités à l'interne**
   Fasken favorise la prise en compte des changements climatiques dans les décisions en informant et en mobilisant les membres du cabinet et en intégrant les considérations climatiques aux activités quotidiennes et stratégiques.
3. **Accompagnement des clients dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone**
   Le cabinet cherche à saisir les occasions liées aux changements climatiques en conseillant ses clients dans des domaines comme la finance durable, les énergies renouvelables, les projets d'élimination du dioxyde de carbone, la gouvernance climatique et les technologies émergentes, ce qui favorise une demande accrue de services juridiques.

Fasken n'a pas encore réalisé d'analyse officielle de scénarios climatiques, mais évalue de façon qualitative la résilience de sa stratégie selon les horizons temporels pertinents, notamment en suivant l'évolution de la réglementation, des attentes des clients et des tendances du marché. Compte tenu de son modèle d'affaires axé sur les services, les risques et les occasions liés à la transition devraient avoir une incidence plus importante que les risques physiques à court et à moyen terme. Le cabinet entend approfondir son approche en matière d'analyse de scénarios afin d'évaluer la résilience de sa stratégie selon différents scénarios climatiques.

3.3 Mise en œuvre de la stratégie en matière de changements climatiques

Le cabinet met en œuvre sa stratégie en matière de changements climatiques au moyen de mesures opérationnelles, de pratiques d'approvisionnement, d'échanges avec les clients et d'initiatives de sensibilisation à l'échelle du cabinet. L'efficacité de ces initiatives est évaluée au moyen des mesures et des indicateurs de rendement présentés à la section 5.

Mesures opérationnelles et gestion de l'énergie

Le cabinet favorise l'efficacité énergétique dans l'ensemble de ses activités par ses décisions en matière de location, ses pratiques opérationnelles et ses échanges réguliers avec les propriétaires et les gestionnaires immobiliers. Il encourage notamment l'adoption de technologies écoénergétiques et l'amélioration continue de la performance des immeubles.

Comme le cabinet loue la plupart de ses locaux, il cherche à améliorer la performance des immeubles en collaborant avec les propriétaires et en choisissant des locaux dans des immeubles qui répondent à des normes environnementales rigoureuses et qui détiennent notamment les certifications LEED, BOMA BEST et Green Star. Ses bureaux sont notamment dotés d'éclairage à DEL et d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et, lorsque cela est possible, ont accès à des installations de production d'énergie renouvelable sur place.

Le cabinet gère en partie les émissions du champ d'application 2 liées à l'électricité achetée en se procurant des certificats d'énergie renouvelable (CER). Au Canada, il achète des CER auprès de Bullfrog Power afin de couvrir la consommation d'électricité de son bureau de Calgary. Ces achats soutiennent la production d'énergie renouvelable et des projets communautaires, notamment des initiatives menées par des communautés autochtones en Alberta. Le cabinet a également mis en place un programme de tarif vert pour l'approvisionnement en électricité renouvelable de son bureau de Tsuut'ina. Des mesures semblables sont en place au bureau de Londres, où la direction de l'immeuble achète des CER afin de soutenir la production d'électricité renouvelable.

Le cabinet a également investi dans la production d'énergie renouvelable sur place à son bureau de Johannesburg, où des panneaux solaires contribuent à réduire la consommation d'électricité et les émissions connexes. Ces initiatives contribuent à réduire les émissions des champs d'application 1 et 2 du cabinet, comme en témoignent les données sur les émissions présentées à la section 5.

Approvisionnement et efficacité opérationnelle

Le cabinet cherche à réduire les émissions liées aux biens et services achetés au moyen de mesures ciblées en matière d'approvisionnement et d'exploitation. Il intègre des considérations liées au développement durable à ses pratiques d'achat, notamment en privilégiant, lorsque possible, des matériaux et des produits ayant une incidence moindre sur l'environnement.

Il utilise notamment des produits de papier certifiés FSC, privilégie les produits de nettoyage biodégradables et peu toxiques et réduit progressivement l'utilisation de plastiques à usage unique lorsque des solutions de rechange viables existent.

Fasken renforce également son approche en élaborant une politique d'approvisionnement durable et un code de conduite des fournisseurs. Ces documents établiront les attentes envers les fournisseurs et permettront d'intégrer plus systématiquement les considérations environnementales aux décisions d'approvisionnement.

Relations avec les clients et occasions sur le marché

Le cabinet aide ses clients à composer avec les risques et les occasions liés aux changements climatiques en faisant appel à son expertise dans différents domaines de pratique, notamment le droit des sociétés, les institutions financières, la résolution de conflits ainsi que le droit du travail et de l'emploi. Il les conseille notamment sur la communication d'information relative aux changements climatiques, la planification de la transition et la conformité réglementaire.

Le cabinet contribue à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone grâce à son travail dans des domaines comme la finance durable, les énergies renouvelables, les technologies propres et la gouvernance climatique. Ces activités cadrent avec sa stratégie visant à saisir les occasions liées aux changements climatiques et à répondre à la demande croissante de services juridiques.

De plus, Fasken contribue à des initiatives de portée systémique en participant à l'**Initiative pour des marchés durables (SMI)** (en anglais), une coalition mondiale dirigée par des chefs d'entreprise et fondée par Sa Majesté le roi Charles III afin d'accélérer la transition vers une économie durable. Dans le cadre de ses différentes initiatives, la SMI réunit des spécialistes de divers secteurs afin de s'attaquer à des enjeux systémiques qu'aucune organisation ne peut résoudre à elle seule. Des associés de Fasken mettent leur expertise à contribution dans le cadre de divers plans d'action Pathfinder de la SMI actuellement mis en œuvre. De plus, à titre de membre du Bureau des affaires juridiques de la SMI, Fasken offre un soutien juridique aux membres de l'organisation. Ce soutien peut notamment porter sur la médiation et la résolution de conflits ainsi que sur d'autres projets à l'étude.

Mobilisation et renforcement des capacités

Le cabinet a mis en place une formation sur la lutte contre les changements climatiques afin de sensibiliser ses membres et de renforcer leurs connaissances en la matière. Cette formation donne un aperçu de la science du climat, de l'évolution de la réglementation et des répercussions des changements climatiques pour le cabinet et ses clients.

Des communications à l'échelle du cabinet et des initiatives régionales menées par les équipes vertes favorisent également la mobilisation des membres du cabinet. Il s'agit notamment de campagnes de sensibilisation, d'activités éducatives et d'activités communautaires. Ces initiatives contribuent à intégrer les considérations climatiques aux activités quotidiennes et appuient la stratégie globale du cabinet.



4. Gestion des risques

4.1 Recensement des risques liés aux changements climatiques

L'équipe Entreprise responsable du cabinet est chargée de recenser les risques liés aux changements climatiques. Pour ce faire, elle s'appuie sur un outil d'analyse conçu par **Upright Project** (en anglais), un fournisseur de données qui utilise l'intelligence artificielle. L'outil prend comme point de départ les services offerts par le cabinet afin de cerner les répercussions et les risques liés aux changements climatiques les plus pertinents pour ses activités.

Les données propres au cabinet sont complétées par les ensembles de données d'Upright, qui reposent sur un vaste corpus de publications scientifiques et des bases de données environnementales de grande qualité. Cette méthode permet de recenser systématiquement les risques liés aux changements climatiques à partir de données probantes.

4.2 Évaluation et priorisation

Les risques recensés sont évalués en fonction de leurs répercussions financières potentielles ainsi que de leur horizon temporel, de leur ampleur et de leur probabilité. Le cabinet examine actuellement les risques liés aux changements climatiques avec ses autres risques opérationnels et stratégiques et fait régulièrement le point à cet égard au Conseil des associés.

Le cabinet travaille à intégrer davantage les risques liés aux changements climatiques à son cadre global de gestion des risques d'entreprise au cours de la période 2020-2027. Cette intégration devrait permettre d'uniformiser davantage la façon dont les risques sont recensés, évalués et gérés à l'échelle du cabinet, tout en renforçant sa résilience globale.

Les mesures liées aux changements climatiques, notamment les émissions de GES et les progrès réalisés par rapport aux cibles de réduction, contribuent au suivi et à l'évaluation continus de ces risques.

4.3 Atténuation et gestion des risques

Le cabinet a mis en place des processus pour recenser, évaluer et gérer les risques liés aux changements climatiques. Les mesures d'atténuation sont adaptées à la nature et aux répercussions potentielles de chaque risque.

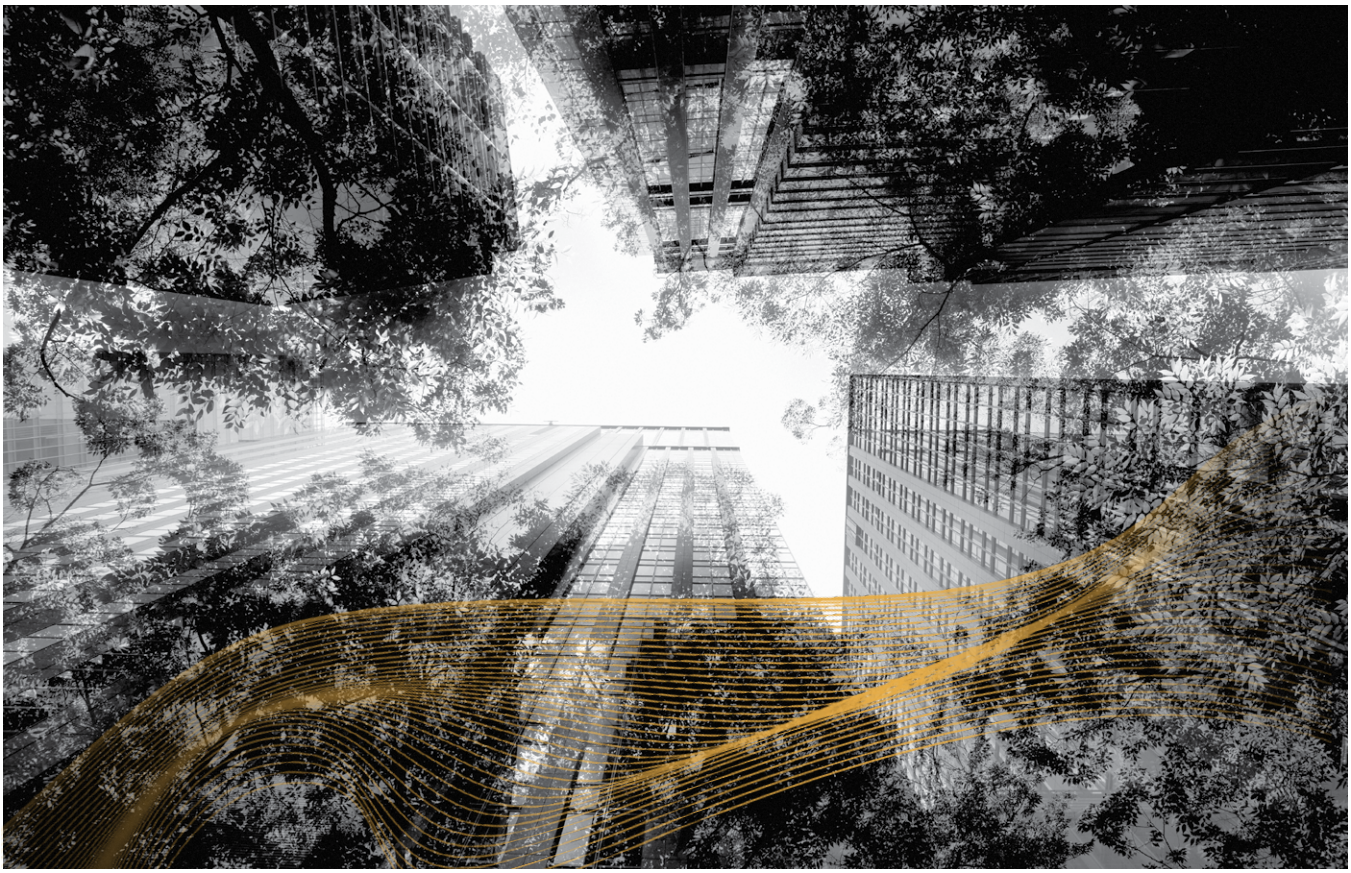
Les risques d'atteinte à la réputation sont gérés dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du cabinet en matière de changements climatiques, notamment par des initiatives de réduction des émissions, la communication transparente de l'information et des échanges réguliers avec les clients sur les questions liées aux changements climatiques.

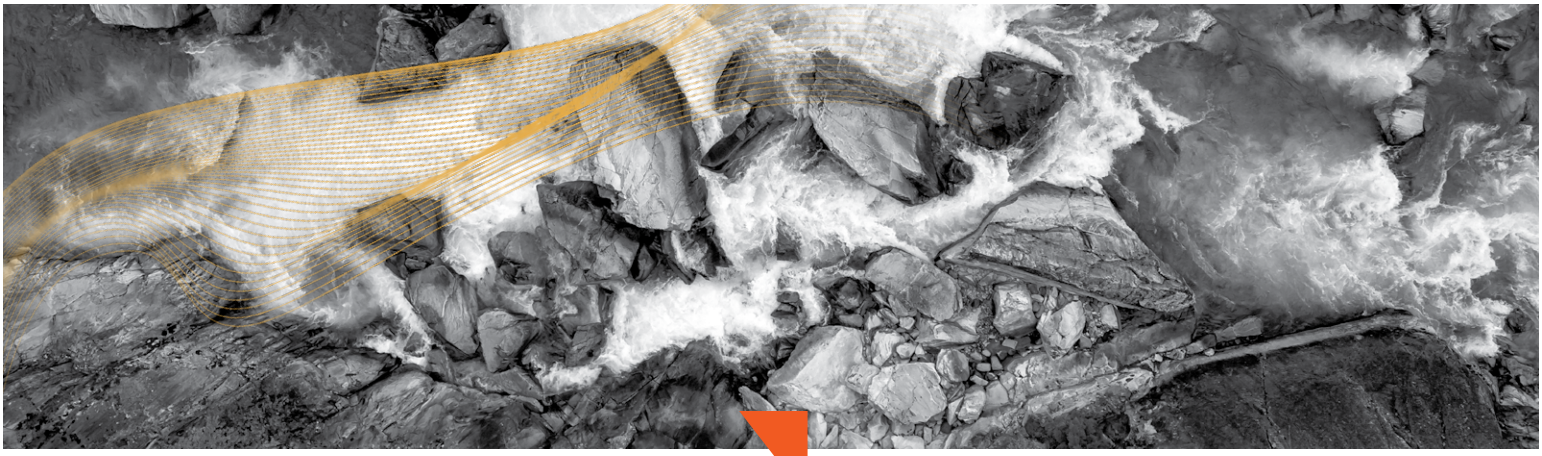
Ces efforts permettent au cabinet de s'adapter à l'évolution des attentes de ses clients et de maintenir de solides relations avec eux.

Les risques réglementaires sont gérés grâce à un suivi continu de la législation, des exigences en matière de communication de l'information et des normes de présentation de l'information liées aux changements climatiques dans les territoires concernés. Le cabinet met à profit son expertise juridique interne pour interpréter les changements réglementaires et s'y adapter, tout en accompagnant les clients assujettis à des obligations semblables. Même si les exigences en matière de communication de l'information ont été reportées, assouplies ou reléguées à un autre plan dans certains pays ou régions, il n'en demeure pas moins que la réglementation, les normes de présentation de l'information et les attentes des parties prenantes en matière de changements climatiques continuent d'évoluer et nécessitent un suivi et des ajustements constants.

Les risques associés aux phénomènes météorologiques extrêmes, qui pourraient perturber les activités des bureaux, les déplacements des membres du cabinet ou l'accès à ses locaux, sont gérés au moyen des mesures de continuité des activités du cabinet, de ses capacités technologiques de travail à distance et de ses modalités de travail flexibles. Ces mesures renforcent la résilience opérationnelle du cabinet et contribuent au maintien des services aux clients en cas de perturbation.

Le cabinet continuera d'améliorer son approche de gestion des risques liés aux changements climatiques, notamment en les intégrant davantage à son cadre de gestion des risques d'entreprise en 2026-2027.





5. Mesures et objectifs

Le cabinet utilise les émissions de GES, la consommation d'énergie et les progrès réalisés par rapport à ses cibles de réduction des émissions comme principaux indicateurs pour surveiller et gérer les risques et les occasions liés aux changements climatiques. Ces indicateurs orientent les décisions opérationnelles, les pratiques d'approvisionnement et la mise en œuvre de la stratégie du cabinet en matière de changements climatiques.

5.1 Émissions de gaz à effet de serre

Le tableau 1 ci-dessous présente une ventilation détaillée des émissions de GES du cabinet en 2022 (année de référence) ainsi qu'en 2025. Une évaluation de l'importance relative des catégories du champ d'application 3 a été réalisée. Les catégories qui n'ont pas été jugées importantes ou pertinentes pour les activités du cabinet ont été exclues. Par le passé, les émissions fugitives étaient incluses dans les émissions déclarées du champ d'application 1. À la suite d'un examen effectué par notre partenaire en comptabilisation du carbone, il a été déterminé que ces émissions ne faisaient pas partie du périmètre de l'inventaire du cabinet. Elles ont donc été exclues de l'inventaire des GES de 2025, et les inventaires des années précédentes (2022 à 2024) ont été retraités en conséquence. Comme c'est souvent le cas pour les organisations du secteur des services professionnels, la grande majorité de nos émissions de GES sont indirectes et entrent dans le champ d'application 3.

Tableau 1 : Émissions de GES de Fasken

Catégorie	2022 (Mt éq. CO_2)	2025 (Mt éq. CO_2)
Champ d'application 1	**500**	**233**
Combustion stationnaire (gaz naturel et diesel)	500	233
Champ d'application 2 (fondé sur l'emplacement)	**1 753**	**1 045**
Refroidissement acheté	34	95
Électricité achetée	1 061	554
Vapeur ou chauffage urbain achetés	658	395
Champ d'application 2 (fondé sur le marché)	**1 781**	**836**
Refroidissement acheté	34	59
Électricité achetée	1 089	382
Vapeur ou chauffage urbain achetés	658	395
Champ d'application 3	**10 974**	**9 674**
Biens et services achetés	5 625	5 172
Biens d'équipement	1 667	972
Activités liées aux combustibles et à l'énergie	433	527
Déchets générés par les activités	45	144
Voyages d'affaires	1 285	1 872
Déplacements domicile-travail	1 919	988

5.2 Méthode de calcul des émissions

Pour établir son inventaire des émissions de GES de 2025, Fasken a fait appel à Greenplaces, un fournisseur externe de services de comptabilisation du carbone. Greenplaces a contribué à la collecte des données, au calcul des émissions et à l'établissement de l'inventaire conformément au *Protocole des gaz à effet de serre : Une norme de comptabilisation et de déclaration destinée à l'entreprise*. La méthode décrite ci-dessous présente les sources de données, les méthodes de calcul, les hypothèses, les facteurs d'émission et les exclusions utilisés pour quantifier les émissions des champs d'application 1, 2 et 3 du cabinet.

Principes de présentation de l'information

L'inventaire des émissions de GES de Fasken pour 2025 respecte les lignes directrices et les normes du Protocole des gaz à effet de serre (World Resources Institute ou WRI, 2003, 2015, 2018). Les émissions sont calculées à l'aide des valeurs du potentiel de réchauffement planétaire tirées du sixième Rapport d'évaluation (AR6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (GIEC, 2021). Tout écart par rapport à ce qui précède est documenté et justifié dans le présent rapport.

Méthode de consolidation

La méthode du contrôle opérationnel a été utilisée pour déterminer le périmètre organisationnel de l'inventaire des émissions de GES. Selon la définition du contrôle opérationnel du Protocole des gaz à effet de serre, le cabinet a le pouvoir d'instaurer ou de mettre en œuvre des politiques d'exploitation dans tous les locaux faisant l'objet d'un bail d'exploitation.

Périmètre organisationnel

Le cabinet comptait 10 baux d'exploitation en vigueur pendant la période de déclaration de 2025, tous considérés comme relevant de son contrôle opérationnel. Les émissions directes provenant de la consommation de combustibles dans ces locaux ont été déclarées dans le champ d'application 1. Les émissions indirectes attribuables à l'énergie achetée ont quant à elles été déclarées dans le champ d'application 2 (WRI, 2018).

Périmètre opérationnel

Le tableau sur la méthode par catégorie ci-dessous présente les sources d'émissions incluses et exclues.

Période de déclaration

L'inventaire des émissions de GES de 2025 du cabinet couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

Année de référence et mises à jour

Le cabinet a choisi 2022 comme année de référence pour établir ses cibles et suivre l'évolution de ses émissions de GES.

Documentation et processus d'examen

Les documents fournis par Fasken aux fins du calcul des émissions de GES sont conservés dans le compte Greenplaces du cabinet. Lorsqu'elles étaient disponibles, des données primaires ou d'autres données sur les activités ont été recueillies et utilisées pour calculer les émissions de GES. L'équipe de Greenplaces a examiné toutes les données fournies afin de résoudre, dans la mesure du possible, les incertitudes et les problèmes liés à la qualité des données avant leur utilisation dans les calculs. Les décisions concernant l'inclusion ou l'exclusion d'un document dans l'inventaire des GES sont consignées dans la section de gestion des fichiers de la plateforme Greenplaces.

Énoncés relatifs à l'incertitude

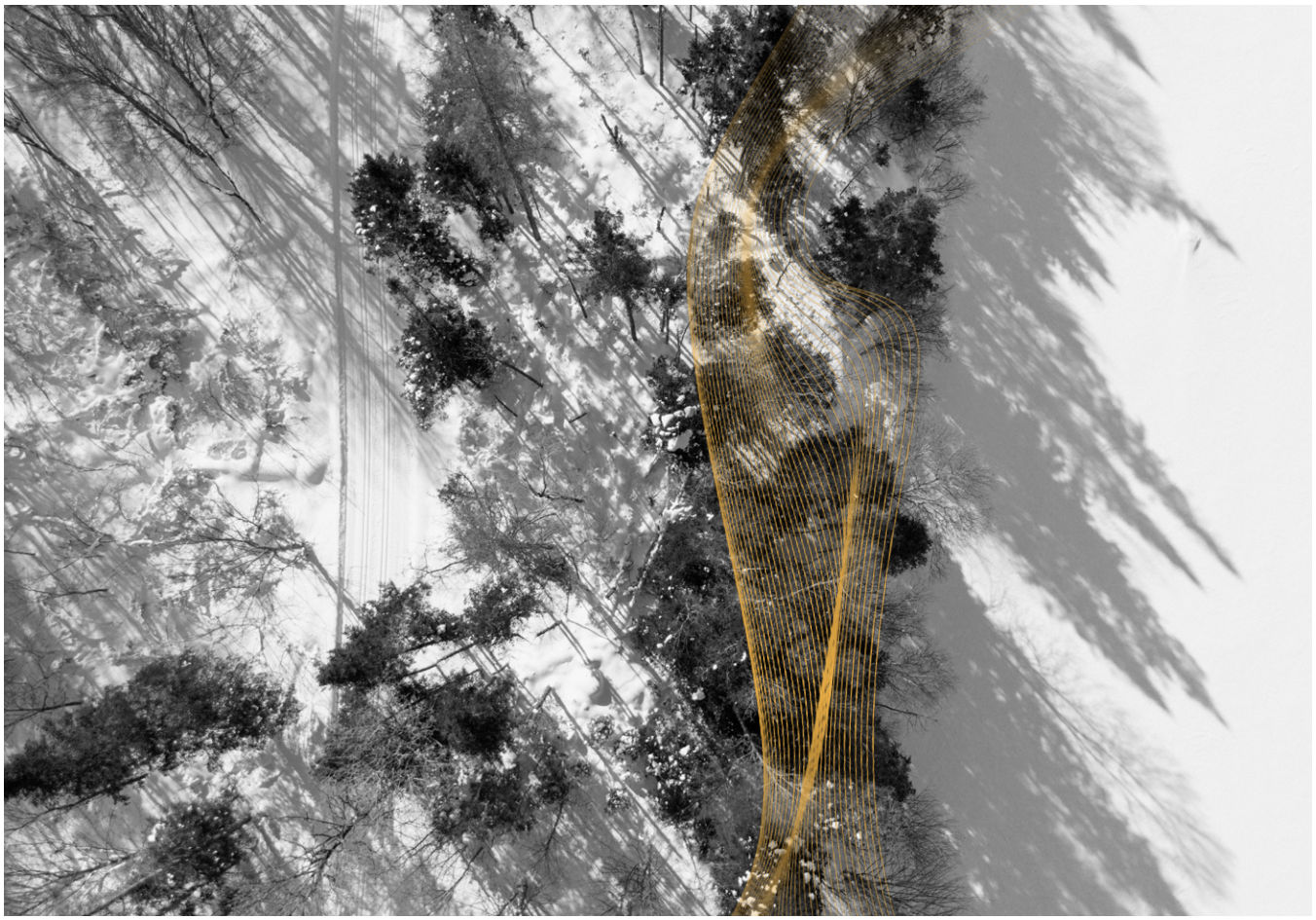
Les données sur les émissions de GES présentées dans ce rapport comportent une part d'incertitude en raison des limites inhérentes à la comptabilisation du carbone et aux méthodes disponibles. Les données sur les émissions reposent nécessairement sur des estimations, et le recours à différentes méthodes de calcul, même si elles sont toutes acceptables, peut donner des résultats sensiblement différents. Les estimations des émissions de GES de Fasken et les méthodes de calcul utilisées ont été établies de bonne foi selon l'interprétation, par Greenplaces, de lignes directrices et de normes reconnues provenant de tiers.

Par souci de transparence quant au degré d'incertitude associé aux données déclarées sur les émissions de GES, Greenplaces utilise l'échelle suivante :

Faible : Les données d'activité sont utilisées pour la totalité ou la majorité des calculs d'émissions et correspondent aux niveaux d'activité réels (p. ex. les calculs concernant plus de 80 % de la superficie reposent sur des données d'activité).

Modérée : Les données d'activité sont utilisées pour une partie des calculs d'émissions, mais des estimations fondées sur des données secondaires ont également été nécessaires (p. ex. les calculs concernant de 50 % à 80 % de la superficie reposent sur des données d'activité).

Élevée : Plus de la moitié des données utilisées dans les calculs reposent sur des estimations, notamment des estimations fondées sur la superficie ou des calculs fondés sur les dépenses (p. ex. les calculs concernant moins de 50 % de la superficie reposent sur des données d'activité).



Méthode de calcul			
Champ d'application 1	**Pertinence**	**Méthodologie**	**Sources**
Émissions fugitives	Non applicable – Hors périmètre	**Exclusions :** Pour huit bureaux, il a été confirmé que le propriétaire de l'immeuble était responsable des frigorigènes; les émissions correspondantes ont donc été exclues. Pour deux bureaux (Tsuut'ina et Québec), il n'a pas été possible de confirmer qui avait le contrôle de l'équipement contenant des gaz frigorigènes. Il a toutefois été présumé que l'équipement relevait du propriétaire de l'immeuble, et les émissions correspondantes ont été exclues à la demande de l'entreprise déclarante.	Non applicable
Combustion stationnaire	Applicable – Dans le périmètre	**Estimations :** Pour deux bureaux, les données de consommation de gaz naturel de 2024 ont été utilisées comme données substitutives. **Données d'activité :** Quatre bureaux ont fourni des données sur leur consommation de gaz naturel. Parmi ces bureaux, deux ont fourni la consommation totale de l'immeuble, qui a été attribuée à Fasken en fonction de la superficie occupée. Deux bureaux ont fourni des données sur leur consommation de combustible. Un bureau a fourni des données sur sa consommation de gaz de pétrole liquéfié. Un bureau a fourni des données sur sa consommation de gaz naturel renouvelable (GNR). **Facteurs d'émission :** Des facteurs d'émission du réservoir à la roue propres à chaque pays et à chaque combustible ont été utilisés pour tous les bureaux (ECCC, 2025; AIE, 2025; EPA, 2025). Pour le bureau ayant fourni des certificats de gaz naturel renouvelable produit à partir de déchets, les émissions non biogéniques de CH_4 et de N_2O ont été calculées à l'aide d'un facteur d'émission applicable aux gaz d'enfouissement (BEIS, 2025). **Exclusions :** Deux bureaux ont indiqué qu'aucune combustion de combustible n'avait lieu sur place. Les émissions de carbone biogénique totalisant 0,034 Mt de CO_2 sont exclues du périmètre de l'inventaire conformément au Protocole des gaz à effet de serre. **Incertitude :** Faible	BEIS, 2025; ECCC, 2025; AIE, 2025; EPA, 2025.
Combustion mobile	Non applicable – Hors périmètre	**Exclusions :** Non applicable. Fasken ne possède ni ne contrôle d'actif mobile qui consomme du combustible.	Non applicable
Émissions liées aux procédés	Non applicable – Hors périmètre	**Exclusions :** Non applicable. L'entreprise déclarante ne génère aucune émission liée aux procédés.	Non applicable

Champ d'application 2	Pertinence	Méthodologie	Sources
Électricité achetée	Applicable – Dans le périmètre	**Estimations :** Pour un bureau, les données de consommation d'électricité de 2024 ont été utilisées comme données substitutives. **Données d'activité :** Neuf bureaux ont fourni des données sur leur consommation d'électricité. **Facteurs d'émission (méthode fondée sur l'emplacement) :** Des facteurs d'émission propres à chaque province ont été appliqués aux bureaux canadiens (ECCC, 2025), tandis que des facteurs propres à chaque pays ont été utilisés pour tous les autres bureaux (BEIS, 2025; AIE, 2025). **Facteurs d'émission (méthode fondée sur le marché) :** Deux bureaux (Calgary et Londres) ont acheté des certificats d'attributs énergétiques couvrant 100 % de leur consommation d'électricité. Un bureau (Tsuut'ina) a fourni des documents relatifs à un tarif supplémentaire d'électricité verte offert par son fournisseur. Pour deux bureaux (Montréal et Québec), les émissions ont été calculées à l'aide des facteurs d'émission du bouquet résiduel propres au fournisseur (Hydro-Québec, 2026). Lorsqu'aucun instrument contractuel n'a été déclaré, les facteurs d'émission fondés sur l'emplacement indiqués ci-dessus ont été appliqués. **Exclusions :** Aucune exclusion connue. **Incertitude :** Faible	BEIS, 2025 ECCC, 2025 AIE, 2025 Hydro-Québec, 2026
Vapeur ou chauffage urbain achetés	Applicable – Dans le périmètre	**Estimations :** Pour un bureau, les données de consommation de vapeur achetée de 2024 ont été utilisées comme données substitutives. **Données d'activité :** Deux bureaux ont fourni des données sur leur consommation de vapeur achetée. **Facteurs d'émission (méthode fondée sur l'emplacement) :** Les facteurs d'émission applicables à la vapeur publiés par le BEIS du Royaume-Uni (2025) ont été utilisés pour tous les bureaux. **Facteurs d'émission (méthode fondée sur le marché) :** Aucun instrument contractuel fondé sur le marché ne s'appliquait aux bureaux. Les facteurs fondés sur l'emplacement décrits ci-dessus ont donc également été utilisés pour calculer les émissions selon la méthode fondée sur le marché. **Exclusions :** Aucune exclusion connue. **Incertitude :** Faible	BEIS, 2025

Champ d'application 2	Pertinence	Méthodologie	Sources
Refroidissement acheté	Applicable – Dans le périmètre	**Estimations :** Pour un bureau, les données de consommation d'énergie liée au refroidissement acheté de 2024 ont été utilisées comme données substitutives. **Facteurs d'émission (méthode fondée sur l'emplacement) :** Les mêmes facteurs que ceux utilisés pour calculer les émissions liées à l'électricité achetée ont été appliqués au calcul des émissions liées au refroidissement acheté. **Facteurs d'émission (méthode fondée sur le marché) :** Un facteur d'émission propre au fournisseur, fourni par l'entité déclarante, a été appliqué (Enwave, 2026). **Exclusions :** Aucune exclusion connue. **Incertitude :** Faible	ECCC, 2025 Enwave, 2026

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 1 : Biens et services achetés	Applicable – Dans le périmètre	**Méthode fondée sur les dépenses :** Les données sur les opérations tirées du grand livre général de Fasken ont été associées aux facteurs d'émission fondés sur les dépenses correspondant aux secteurs d'activité appropriés (SCIAN, 2017) dans la base de données américaine EEIO sur les facteurs d'émission de GES de la chaîne d'approvisionnement (CSDI EEIOv1.4, 2025). Les opérations effectuées au Canada ont été associées aux facteurs d'émission IOCC fondés sur les dépenses correspondant aux secteurs d'activité appropriés dans la base de données EEIO OpenIO-Canada (OpenIO-Canada, 2024). Les données sur les opérations ont été converties de leur devise d'origine dans la devise du facteur d'émission au moyen des taux de change du département du Trésor des États-Unis (DOT) (2025). Les facteurs d'émission ont été rajustés en fonction de l'inflation à l'aide des taux propres à chaque pays (Banque mondiale, 2025). Les données sur les opérations pour lesquelles des données propres au fournisseur étaient disponibles ont été exclues des calculs fondés sur les dépenses afin d'éviter toute double comptabilisation. **Données propres au fournisseur :** Des rapports sur les émissions ont été fournis pour le fournisseur suivant : Microsoft. Les émissions calculées selon la méthode fondée sur le marché sont déclarées. **Exclusions :** Les opérations qui ne se rapportaient pas à des biens matériels ou à des services générant des émissions, comme les taxes, les frais bancaires, les pénalités et autres éléments semblables, ont été exclues. Les émissions liées à l'approvisionnement en eau ont également été exclues puisqu'elles sont négligeables. **Incertitude :** Élevée	CSDI EEIOv1.4, 2025 DOT, 2025 SCIAN, 2017 OpenIO-Canada, 2024 Banque mondiale, 2025

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 2 : Biens d'équipement	Applicable – Dans le périmètre	**Méthode fondée sur les dépenses :** Les données sur les dépenses en immobilisations tirées du fichier des dépenses en immobilisations de Fasken ont été associées aux facteurs d'émission fondés sur les dépenses correspondant aux secteurs d'activité appropriés (SCIAN, 2017) dans la base de données américaine EEIO sur les facteurs d'émission de GES de la chaîne d'approvisionnement (CSDI EEIOv1.4, 2025). Les opérations effectuées au Canada ont été associées aux facteurs d'émission IOCC fondés sur les dépenses correspondant aux secteurs d'activité appropriés dans la base de données EEIO OpenIO-Canada (OpenIO-Canada, 2024). Les données sur les opérations ont été converties de leur devise d'origine dans la devise du facteur d'émission au moyen des taux de change du DOT (2025). Les facteurs d'émission ont été rajustés en fonction de l'inflation à l'aide des taux propres à chaque pays (Banque mondiale, 2025). **Exclusions :** Aucune exclusion connue. **Incertitude :** Élevée	CSDI EEIOv1.4, 2025 DOT, 2025 SCIAN, 2017 OpenIO-Canada, 2024 Banque mondiale, 2025

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 3 : Activités liées aux combustibles et à l'énergie non incluses dans les champs d'application 1 ou 2	Applicable – Dans le périmètre	**Méthode de calcul :** Les types de données et les méthodes de calcul décrits pour les sources d'énergie des champs d'application 1 et 2 s'appliquent également à cette catégorie. **Facteurs d'émission :** Les émissions en amont, du puits au réservoir, attribuables à la consommation directe de combustibles ont été calculées à l'aide de facteurs propres à chaque combustible pour la combustion stationnaire (BEIS, 2025). Les émissions du puits au réservoir liées à l'électricité et au refroidissement achetés ont été calculées à l'aide de facteurs propres à chaque pays (AIE, 2025). Pour les bureaux du Royaume-Uni, les émissions sur l'ensemble du cycle de vie attribuables aux pertes de transport et de distribution (T et D) de l'électricité et du refroidissement achetés ont été calculées à l'aide de facteurs propres au pays couvrant les pertes en amont et directes de T et D (BEIS, 2025). Pour les autres bureaux, elles ont été calculées à l'aide de facteurs de cycle de vie de T et D propres à chaque pays (AIE, 2025). Les émissions du puits au réservoir et celles attribuables aux pertes de T et D liées à la vapeur ou au chauffage urbain achetés ont été calculées à l'aide des facteurs du BEIS (2025) pour tous les bureaux. Les facteurs provenant du BEIS (2025) sont calculés à l'aide des valeurs du potentiel de réchauffement planétaire de l'AR5. **Exclusions :** Les exclusions décrites pour les sources d'énergie des champs d'application 1 et 2 s'appliquent également à cette catégorie. Les émissions liées aux combustibles et à l'énergie ne sont incluses que pour les sources relevant du contrôle opérationnel. **Incertitude :** Faible	BEIS, 2025 AIE, 2025

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 4 : Transport et distribution en amont	Non applicable – Hors périmètre	**Exclusions :** Les émissions liées au transport et à la distribution en amont ont été estimées selon une méthode fondée sur les dépenses à 46,6 Mt éq. CO_2. Elles ont été exclues de l'inventaire puisqu'elles ont été jugées négligeables.	Non applicable
Catégorie 5 : Déchets générés par les activités	Applicable – Dans le périmètre	**Données d'activité :** Dix bureaux ont fourni des données d'activité sur la production de déchets. Parmi ces bureaux, six ont fourni des données sur la production totale de déchets de l'immeuble; ces données ont été attribuées à Fasken en fonction de la superficie occupée. **Facteurs d'émission :** Des facteurs propres au type de déchet et au mode d'élimination ont été appliqués. Pour les bureaux canadiens, les facteurs d'ECCC (2025) ont été utilisés lorsqu'ils étaient disponibles pour l'incinération; dans les autres cas, ceux de l'EPA (2025) ont été utilisés. Les facteurs du BEIS (2025) ont été utilisés pour le bureau de Londres et ceux de l'EPA (2025), pour le bureau de Johannesburg. **Données propres au fournisseur :** Des rapports sur les émissions de Shred-It ont été fournis pour deux bureaux : ceux de Montréal et de Québec. **Exclusions :** Les émissions liées aux eaux usées ont été exclues puisqu'elles sont négligeables. Les données sur les déchets dangereux de deux bureaux ont été fournies après l'achèvement des calculs de l'inventaire; l'exclusion des émissions correspondantes est présumée négligeable. **Incertitude :** Faible	EPA, 2025 ECCC, 2025 BEIS, 2025

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 6 : Voyages d'affaires	Applicable – Dans le périmètre	**Méthode fondée sur les dépenses :** Les données sur les opérations tirées du grand livre général de Fasken ont été associées aux facteurs d'émission fondés sur les dépenses correspondant aux secteurs d'activité appropriés (SCIAN, 2017) dans la base de données américaine EEIO sur les facteurs d'émission de GES de la chaîne d'approvisionnement (CSDI EEIOv1.4, 2025). Les opérations effectuées au Canada ont été associées aux facteurs d'émission IOCC fondés sur les dépenses correspondant aux secteurs d'activité appropriés dans la base de données EEIO OpenIO-Canada (OpenIO-Canada, 2024). Les données sur les opérations ont été converties de leur devise d'origine dans la devise du facteur d'émission au moyen des taux de change du DOT (2025). Les facteurs d'émission ont été rajustés en fonction de l'inflation à l'aide des taux propres à chaque pays (Banque mondiale, 2025). Les opérations pour lesquelles des données d'activité ou des données propres au fournisseur étaient disponibles ont été exclues des calculs fondés sur les dépenses afin d'éviter toute double comptabilisation. **Données d'activité :** La méthode fondée sur la distance a été utilisée pour calculer les émissions liées aux déplacements en train, en avion et en taxi réservés par l'intermédiaire des plateformes de gestion des voyages de Fasken. Des facteurs d'émission fondés sur la distance et propres à chaque mode de transport ont été appliqués pour calculer les émissions du réservoir à la roue (EPA, 2025; BEIS, 2025). Les émissions liées à l'hébergement ont été calculées en fonction du nombre de nuitées, à l'aide de facteurs d'émission propres à chaque pays (BEIS, 2025; hotelfootprints.org). **Données propres au fournisseur :** Des rapports présentant les émissions déjà calculées ont été fournis pour les déplacements en taxi et en service de covoiturage. **Exclusions :** Aucune exclusion connue. Lorsque les données sur les dépenses de déplacement ne permettaient pas de déterminer le mode de transport, un code SCIAN générique a été attribué. **Incertitude :** Modérée	BEIS, 2025 CSDI EEIOv1.4, 2025 DOT, 2025 EPA, 2025 SCIAN, 2017 Banque mondiale, 2025

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 7 : **Déplacements domicile-travail du personnel (travail au bureau)**	Applicable – Dans le périmètre	**Estimations :** Pour les employés n'ayant pas répondu au sondage, les distances moyennes et les modes de transport propres à chaque bureau ont été extrapolés afin d'estimer leurs déplacements. **Données d'activité :** Les émissions liées aux déplacements domicile-travail ont été calculées à partir du sondage de Fasken mené auprès des employés en 2024, auquel 61 % d'entre eux ont répondu. Fasken a fourni le nombre total d'employés par bureau pour 2025. **Facteurs d'émission :** Des facteurs d'émission du réservoir à la roue propres à chaque mode de transport, provenant du BEIS (2025), ont été utilisés pour tous les bureaux et tous les modes de transport. **Exclusions :** Aucune exclusion connue. **Incertitude :** Faible	BEIS, 2025
Catégorie 7 : Déplacements domicile-travail du personnel (télétravail)	Applicable – Dans le périmètre	**Estimations :** Les émissions liées à la consommation de gaz naturel et d'électricité ont été calculées par employé et par jour selon la méthode décrite dans le livre blanc d'Anthesis *Estimating Energy Consumption & GHG Emissions for Remote Workers* (2021). Greenplaces a supposé que tous les lieux de télétravail étaient chauffés au gaz naturel. Le nombre de jours de télétravail des employés n'ayant pas répondu au sondage a été estimé à partir de la moyenne propre à leur bureau. **Données d'activité :** Les employés ont indiqué leur mode de chauffage à domicile et le nombre de jours par semaine passés au bureau dans leurs réponses au sondage sur les déplacements domicile-travail. Fasken a fourni le nombre total d'employés par bureau pour 2025. **Facteurs d'émission :** Les émissions liées à la consommation d'électricité et de gaz naturel en télétravail ont été calculées à l'aide de facteurs d'émission propres à chaque province pour les bureaux canadiens (ECCC, 2025) et de facteurs propres à chaque pays pour les autres bureaux (BEIS, 2025; AIE, 2025). **Exclusions :** Aucune exclusion connue. **Incertitude :** Élevée	Anthesis, 2021 ECCC, 2025 BEIS, 2025 AIE, 2025
Catégorie 8 : Actifs loués en amont	Non applicable – Hors périmètre	**Exclusions :** En 2025, l'entité déclarante comptait un emplacement correspondant à un actif loué en amont. Comme cet emplacement n'a été occupé que pendant deux mois, les émissions qui y sont associées ont été exclues de cet inventaire en raison de leur incidence négligeable.	Non applicable
Catégorie 9 : Transport et distribution en aval	Non applicable – Hors périmètre	Non applicable L'entreprise déclarante n'exerce aucune activité de transport et de distribution en aval.	Non applicable

Champ d'application 3	Pertinence	Méthodologie	Sources
Catégorie 10 : Transformation des produits vendus	Non applicable – Hors périmètre	Non applicable L'entité déclarante ne fabrique aucun produit matériel.	Non applicable
Catégorie 11 : Utilisation des produits vendus	Non applicable – Hors périmètre	Non applicable L'entité déclarante ne fabrique aucun produit matériel.	Non applicable
Catégorie 12 : Traitement en fin de vie des produits vendus	Non applicable – Hors périmètre	Non applicable L'entité déclarante ne fabrique aucun produit matériel.	Non applicable
Catégorie 13 : Actifs loués en aval	Non applicable – Hors périmètre	Non applicable L'entité déclarante ne compte aucun actif loué en aval.	Non applicable
Catégorie 14 : Franchises	Non applicable – Hors périmètre	Non applicable L'entité déclarante n'exploite aucune franchise.	Non applicable
Catégorie 15 : Investissements	Aucune évaluation	Cette catégorie ne figure pas dans l'évaluation.	Non applicable

Veuillez consulter l'annexe pour connaître les sources citées ci-dessus.

5.3 Cibles de réduction des émissions

Le cabinet s'est engagé à atteindre :

- la carboneutralité des émissions de GES des champs d'application 1 et 2 d'ici 2040 par rapport à l'année de référence 2022;
- la carboneutralité des émissions de GES générées par les biens et services achetés (champ d'application 3) d'ici 2050 par rapport à l'année de référence 2022, lesquelles représentent la majeure partie des émissions du champ d'application 3 du cabinet.

Le cabinet a adopté les cibles intermédiaires de réduction des émissions suivantes :

- réduire de 42 % les émissions de GES des champs d'application 1 et 2 d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2022;
- réduire de 17 % les émissions de GES générées par les biens et services achetés (champ d'application 3) d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2022.

Ces cibles répondent aux exigences du **Défi carboneutre** du gouvernement du Canada et témoignent de la participation du cabinet à cette initiative, tout en conciliant ambition climatique, rigueur financière et faisabilité opérationnelle. Le **Défi carboneutre** est un programme qui aide les entreprises à élaborer et à mettre en œuvre des plans ambitieux et crédibles en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

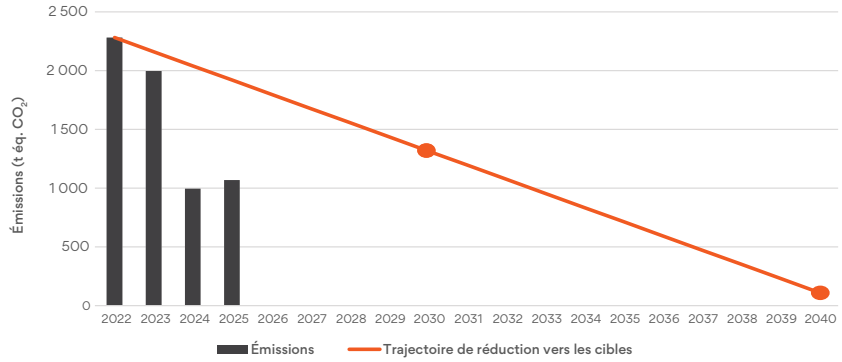
Le cabinet n'a actuellement aucune cible chiffrée de réduction des émissions pour les autres catégories du champ d'application 3. Il entend néanmoins réduire ces émissions et continuera d'évaluer la possibilité d'établir d'autres cibles.

5.4 Progrès réalisés par rapport aux cibles

La figure 1 compare l'évolution annuelle des émissions des champs d'application 1 et 2 de Fasken, calculées selon la méthode fondée sur le marché, à sa cible intermédiaire de réduction des émissions et à sa cible de carboneutralité.

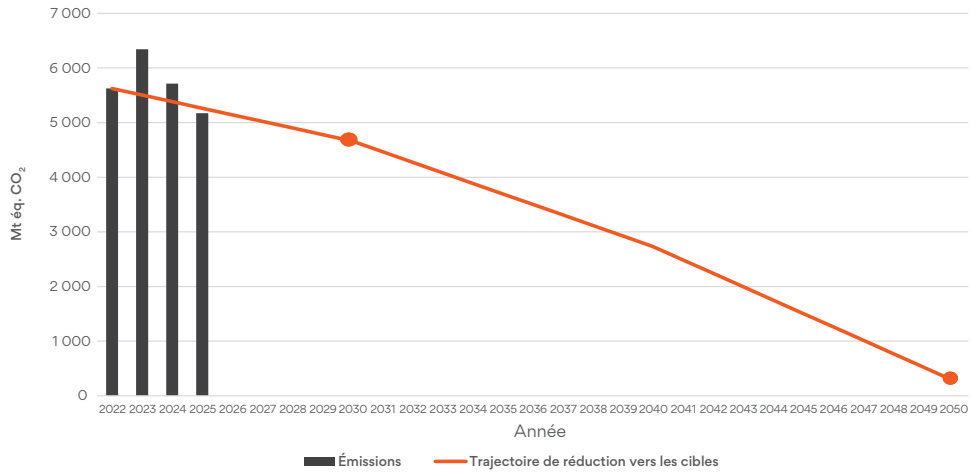
Les émissions des champs d'application 1 et 2, calculées selon la méthode fondée sur le marché, ont diminué de 53 % par rapport à l'année de référence 2022. Cette baisse s'explique principalement par la production d'énergie renouvelable sur place, l'approvisionnement en énergie renouvelable et les efforts continus visant à améliorer l'efficacité énergétique et à gérer la consommation d'électricité.

Figure 1. Émissions des champs d'application 1 et 2 (méthode fondée sur le marché) et trajectoire de réduction vers les cibles



La figure 2 compare l'évolution annuelle des émissions du champ d'application 3 liées aux biens et services achetés de Fasken, à sa cible intermédiaire de réduction des émissions et à sa cible de carboneutralité.

Figure 2: Champ d'application 3 : Biens et services achetés Émissions et trajectoire de réduction vers les cibles



Les émissions du champ d'application 3 liées aux biens et services achetés ont diminué de 8 % par rapport à l'année de référence 2022. Cette baisse s'explique par l'évolution des activités d'approvisionnement et de l'intensité des émissions des fournisseurs, ainsi que par l'amélioration continue des méthodes de calcul.

Le cabinet a atteint sa cible de réduction des émissions des champs d'application 1 et 2 pour 2030 cinq ans plus tôt que prévu. Il est également en voie d'atteindre sa cible de carboneutralité pour 2040. Le cabinet est aussi en voie d'atteindre sa cible de réduction des émissions du champ d'application 3 liées aux biens et services achetés pour 2030. Il progresse également vers sa cible de carboneutralité pour 2050.



6. Déclaration et approbation

Les émissions du cabinet ont été déclarées conformément au *Protocole des gaz à effet de serre : Une norme de comptabilisation et de déclaration destinée à l'entreprise*. Elles reposent sur les données disponibles au 14 août 2026 et pourraient être révisées ultérieurement. Veuillez noter que les chiffres présentés n'ont pas été vérifiés de façon indépendante. Le cabinet entend éventuellement recourir à une vérification par un tiers.

Le présent rapport a été examiné et approuvé par **Clarke Barnes, associé directeur du cabinet**, au nom des membres de Fasken, le 11 septembre 2026.

Si vous avez des questions, veuillez communiquer avec Sally Crane, directrice en ESG et durabilité, ou Chris Gray, chef des services administratifs.

7. Glossaire

À court, à moyen et à long terme : Horizons temporels utilisés pour évaluer les risques et les occasions liés aux changements climatiques en fonction du moment où leurs répercussions potentielles devraient se manifester.

Carboneutralité : État dans lequel les émissions de gaz à effet de serre sont réduites aussi près de zéro que possible et les émissions résiduelles sont compensées par des absorptions ou des mesures de compensation.

Certificats d'énergie renouvelable (CER) : Instruments fondés sur le marché représentant les attributs environnementaux de l'électricité produite à partir de sources renouvelables. Ils servent à soutenir la production d'énergie renouvelable et à réduire les émissions déclarées du champ d'application 2.

Cible de réduction des émissions : Objectif défini de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur une période donnée, mesuré par rapport à une année de référence.

Coût du capital : Coût que le cabinet engage pour obtenir du financement et qui peut être influencé par la prise en compte, par les prêteurs, des risques et de la performance liés aux changements climatiques.

Émissions de gaz à effet de serre (GES) : Gaz qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère, exprimés en équivalent dioxyde de carbone (éq. CO_2), servant à mesurer la contribution du cabinet aux changements climatiques.

Émissions du champ d'application 1 : Émissions directes de gaz à effet de serre provenant de sources détenues ou contrôlées par le cabinet, comme la consommation de combustibles dans ses bureaux.

Émissions du champ d'application 2 : Émissions indirectes de gaz à effet de serre associées à l'électricité, au chauffage et au refroidissement achetés et consommés par le cabinet.

Émissions du champ d'application 3 : Toutes les autres émissions indirectes produites dans la chaîne de valeur du cabinet, notamment celles liées aux biens et services achetés, aux voyages d'affaires, aux déplacements domicile-travail, aux déchets et aux biens d'équipement.

Émissions fondées sur l'emplacement (champ d'application 2) : Émissions liées à l'électricité achetée, calculées à l'aide des facteurs d'émission moyens du réseau électrique local où l'énergie est consommée.

Émissions fondées sur le marché (champ d'application 2) : Émissions liées à l'électricité achetée, calculées en fonction d'instruments contractuels comme les certificats d'énergie renouvelable.

Incidences financières prévues : Répercussions attendues des risques et des occasions liés aux changements climatiques sur la performance financière du cabinet, notamment sur les revenus, les coûts d'exploitation et l'accès au capital.

Occasions liées à la transition : Occasions découlant de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, notamment une demande accrue de produits ou de services, des gains d'efficacité opérationnelle, l'accès à de nouveaux marchés et un meilleur positionnement concurrentiel.

Occasions liées aux changements climatiques : Répercussions positives potentielles découlant de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, notamment une demande accrue de services, de nouvelles possibilités de mandats et un meilleur positionnement sur le marché.

Risques de transition : Risques découlant de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, notamment les changements réglementaires, l'évolution des attentes des clients et celle des conditions de financement.

Risques liés aux changements climatiques : Répercussions négatives potentielles associées aux changements climatiques, notamment les risques de transition comme les changements réglementaires, les répercussions sur la réputation et l'évolution des attentes des prêteurs.

8. Annexe

Agez, M., et Mizrahi, M. (2024). CIRAIG/OpenIO-Canada : OpenIO v2.10 (v2.10). Zenodo. https://doi.org/10.5281/zenodo.14338528 (en anglais)

Anthesis. (février 2021). Estimating Energy Consumption & GHG Emissions for Remote Workers. Consulté le 1er mars 2024.

Department for Business, Energy & Industrial Strategy. (2025). Greenhouse Gas Reporting: Conversion Factors 2025. Government of the United Kingdom Department for Business, Energy & Industrial Strategy.

Environnement et Changement climatique Canada. (2025). Rapport d'inventaire national 1990–2023 : Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada.

Hydro-Québec. (2026). Bouquet électrique et taux d'émission de gaz à effet de serre (GES) 2025 : Étiquette des approvisionnements électriques qui alimentent le réseau principal d'Hydro-Québec. https://www.hydroquebec.com/data/developpement-durable/pdf/2026G195F-1_Quebec.pdf

Ingwersen, W., et Young, B. (2025). Supply Chain Greenhouse Gas Emission Factors for U.S. Commodities (1.4.0-rc.1). Cornerstone Sustainability Data Initiative. https://doi.org/10.5281/zenodo.17080881 (en anglais)

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2014). Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2021). Sixth Assessment Report: The Earth's Energy Budget, Climate Feedbacks and Climate Sensitivity Supplementary Material. Consulté le 1er mars 2024.

Agence internationale de l'énergie. (2025). Emission Factors 2025. https://www.iea.org/data-and-statistics/data-product/emissions-factors-2025 (en anglais)

Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. (2017). Système de classification des industries de l'Amérique du Nord 2017. https://www2.census.gov/library/reference/naics/publications/2017-NAICS-Manual.pdf (en anglais)

United States Department of the Treasury. (2025). Treasury Reporting Rates of Exchange, Date Range: 12/31/2025 – 12/31/2025.

United States Environmental Protection Agency. (2025). GHG Emission Factors Hub. United States Environmental Protection Agency. https://www.epa.gov/climateleadership/ghg-emission-factors-hub (en anglais)

Banque mondiale. (2025). A Global Database of Inflation. https://www.worldbank.org/en/research/brief/inflation-database (en anglais)

World Resources Institute. (2003). Le Protocole des gaz à effet de serre : Une norme de comptabilisation et de déclaration destinée à l'entreprise. Greenhouse Gas Protocol.

World Resources Institute. (2015). GHG Protocol Scope 2 Guidance. Greenhouse Gas Protocol.

World Resources Institute. (2018). Technical Guidance for Calculating Scope 3 Emissions. Greenhouse Gas Protocol.

FASKEN

Traçons l'avenir

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
fasken.com/fr